

UDES Loiret

Union Départementale des Élus Socialistes et Républicains

Lettre d'information de l'union des élus socialistes et républicains du Loiret
13 septembre 2012



Edito : Le changement dans la durée

Après quelques mois d'interruption à cause d'un agenda électoral très chargé, la lettre électronique de l'UDES Loiret reprend son cours. J'espère qu'elle vous apportera les informations et des argumentaires utiles pour faire face aux attentes voire aux critiques qui commencent à s'exprimer çà et là concernant l'action de F. Hollande et de son Gouvernement. Comme il l'a brillamment rappelé dimanche dernier dans son intervention télévisée, son action s'inscrit sur toute la durée du quinquennat. Après avoir mis en application, dès sa prise de fonction, les mesures d'urgence qu'il avait annoncées pendant la campagne, après avoir marqué la présence de la France au sein de l'union Européenne, au sein du G20 ou de l'OTAN, après avoir organisé la Conférence Sociale,

après avoir engagé la Refondation de l'Ecole, etc... le temps des décisions sur des sujets majeurs est venu et tout cela devra se concrétiser d'ici la fin de l'année. Notre devoir, nous élus socialistes et républicains, consiste, comme pendant les campagnes électorales victorieuses que nous avons menées ensemble, à servir d'interface entre le pouvoir national et nos concitoyens: pour convaincre et pour écouter puis transmettre la parole des habitants de nos communes. Pour cela, nous devons nous tenir informés et communiquer au maximum sur les enjeux et le bien-fondé des décisions prises.

Lors du Conseil d'administration de l'UDES Loiret qui s'est tenu le 7 septembre dernier, les élus présents (Parlementaires, Conseillers régionaux, généraux, municipaux) se sont engagés à poursuivre la mobilisation autour de F. Hollande pour l'accompagner dans cette difficile mission de redressement de notre Pays.

Cette lettre électronique de rentrée en est l'illustration au travers des documents qui vous sont fournis au sujet des Etats généraux de la démocratie territoriale organisés par le Sénat. Je vous incite à participer nombreux à la réunion du lundi 17 septembre à Sully sur Loire (Espace Blareau) à 14h30 conduite par Jean-Pierre Sueur et ses collègues sénateurs du Loiret, pour exprimer vos attentes et écouter l'expression de tous les élus qui participeront à cette réflexion.

Avec mes cordiales salutations.

Philippe Froment

Président de l'UDES Loiret



Les trois sénateurs du Loiret, dont Jean-Pierre Sueur, Président de la Commission des Lois au Sénat, invitent les maires du Loiret (ou leur représentant) à venir exprimer leurs opinions, propositions et suggestions concernant la décentralisation, avant les Etats généraux qui auront lieu au Sénat les 4 et 5 octobre :

Le lundi 17 septembre 2012 à 14h30
Espace Georges Blareau à Sully-sur-Loire

Pour préparer cette rencontre où il est important que de nombreux élus socialistes et républicains viennent exprimer leurs attentes, nous vous proposons de lire à la fois la synthèse des propositions des associations d'élus, principaux acteurs de ces états généraux et la synthèse des réponses aux questionnaires envoyés aux élus.

[Lire la synthèse des propositions des acteurs](#)
[Lire la synthèse des réponses aux questionnaires](#)

Jean-Pierre Sueur plaide pour le non-cumul des mandats

Jean-Pierre Sueur, président de la commissions des Lois du Sénat, a affiché sa "ferme opposition au cumul des mandats", dans une déclaration à l'AFP.

"Un engagement (de mettre fin au cumul des mandats) a été pris, il doit être respecté, ou alors il ne fallait pas le prendre, c'est une question de crédibilité", déclare Jean-Pierre Sueur.

"Nous sommes l'exception en Europe, pourquoi faut-il qu'en France ce soient les mêmes qui exercent les mêmes responsabilités", ajoute le sénateur du Loiret.

"Nous les socialistes, nous avons aujourd'hui tous les pouvoirs, donc toutes les responsabilités, nous devons moderniser la vie politique de ce pays et nous ne pouvons caler sur le premier symbole de cette modernisation qu'est le non-cumul", insiste-t-il.

"Nous avons pris l'engagement pour tous les parlementaires, députés et sénateurs, dans les 60 propositions de François Hollande", dit-il.

